

Des élus genevois dans le bain de l'aide

SÉNÉGAL • Treize conseillers municipaux et administratifs ont visité sur le terrain plusieurs projets de coopération au développement soutenus par la Fédération genevoise de coopération. Leurs impressions.

CHRISTOPHE KOESSLER

Les représentants des villes genevoises sont rentrés enchantés de leur voyage au Sénégal. Une sorte de voyage d'étude de treize conseillers municipaux et administratifs ayant eu lieu du 14 au 20 février dernier à l'initiative de la Fédération genevoise de coopération (FGC), qui célèbre ses 50 ans cette année.

But de l'opération: faire connaître aux collectivités publiques du bout du lac les résultats sur le terrain de quelques-unes des soixante associations membres de la fédération, toutes investies dans des projets de développement ou de sensibilisation.

«Le débat politique porte le plus souvent sur des chiffres, lors du vote des budgets, mais il est rare que l'on connaisse la réalité de la coopération», a expliqué mercredi soir René Longet, président de la FGC. Il concluait une soirée publique d'information en présence d'une dizaine des conseillers municipaux ayant participé bénévolement à l'opération. Des représentants de tous les partis à l'exception du Mouvement des citoyens genevois (MCG) et de l'Union démocratique du centre (UDC) qui n'ont pas envoyé d'émissaires. Aucun député du Grand Conseil n'a non plus répondu à l'appel.

Huits projets en six jours

En moins d'une semaine, pas moins de huit projets ont été visités, tous à Dakar et dans ses environs pour des raisons de faisabilité. Le Sénégal lui-même a été choisi tout autant pour le fort ancrage des associations membres dans ce pays – septante projets y ont été menés depuis vingt ans pour un montant dépassant les 10 millions de francs suisses – que pour sa stabilité, sa sécurité et l'usage courant de la langue française.

Premier constat partagé par les élus: «Je suis revenu avec la conviction que les deniers publics sont correctement utilisés et que les projets sont de qualité», a déclaré Vincent Subilia, conseiller municipal en Ville de Genève pour le Parti libéral-radical. L'avocat d'affaires a en particulier apprécié le projet mis en œuvre par Urbamonde à Dakar pour aider les habitants d'une banlieue défavorisée à rénover ou reconstruire leurs maisons dévastées par des inondations: «Il s'agit aussi de répertorier les droits fonciers des habitants pour donner un ancrage juridique à leur maison.»

Les femmes, principales protagonistes

Une initiative – menée en partenariat avec la Fédération sénégalaise des habitants – relevée également par Anne Caron-Escato, élue PDC en Ville de Genève: «L'impact sur leur qualité de vie est immédiat. J'ai été frappée par l'activité intense des femmes et le capital confiance dont elles bénéficient dans la société. C'est à elles uniquement que l'on octroie les microcrédits.» N'empêche, réagit Christiane Leuenberger-Ducret, sa collègue du Parti socialiste (PS), «les propriétaires restent les hommes.»

D'où l'importance du travail du laboratoire genre de l'Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop à Dakar qui œuvre à la sensibilisation aux inégalités hommes-femmes. Soutenu par l'Institut des hautes études internationales et du développement et Espaces femmes international à Genève, ce laboratoire met à disposition une formation «en ligne» sur ces thématiques liées au développement.



Contribuer à reconstruire un quartier dévasté par les inondations. C'est la mission d'Urbamonde dans la banlieue de Dakar (ici, à gauche, le maire de la Ville de Lancy, Frédéric Renevey, en compagnie de Sabine Tiguemounine et de Fatou Gueye, ingénieure en bâtiments, au centre). Les élus ont encore pu visiter (entre autres) le Centre de formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie à Somone (de l'ONG Turism for help) et un projet de gestion des déchets à N'Dande (Centre écologique Albert Schweizer). FGC

Une idée plébiscitée par Amanda Gavilanes (PS, Ville de Genève): «J'ai apprécié cette démarche alliant académique et politique. Ces universitaires reconnaissent d'une part la position valorisée des femmes à travers leur rôle traditionnel au sein de la société notamment, tout en soulignant tout le chemin qu'il reste à faire en matière de droits.»

Miser sur les jeunes

Autre aspect retenu par les politiques genevois: l'«extraordinaire» dynamisme de la société civile locale, en particulier des jeunes, qui constituent une large majorité de la population. A cet égard, le

soutien éducatif apporté par Terre des Hommes Suisse à plus de 600 enfants de la banlieue de la capitale a séduit. Grâce à son partenaire local, le centre socio-éducatif Eden, l'ONG genevoise offre des espaces sécurisés destinés à garantir la scolarité de ces mineurs, les former à la citoyenneté et éviter toute forme de violence.

«La motivation de ces jeunes m'a touchée. J'ai rencontré un garçon de 12 ans qui était déjà président d'une association regroupant 60 gamins. Au Sénégal, le changement viendra précisément de ces enfants-là», s'est enthousiasmée Sabine Tiguemounine,

conseillère municipale de la Ville de Meyrin (Les Verts).

Contributions inégales

Aujourd'hui, à leur retour, les élus promettent de partager leur expérience au sein de leurs partis et sur les bancs des conseils municipaux. Ainsi que de défendre l'engagement financier des collectivités publiques en faveur de la coopération internationale. La Ville de Genève peine encore à atteindre l'objectif des 0,7% alloués à ce poste sur recommandation des Nations Unies (le canton, lui, se contente encore d'un petit 0,2%): «Nous voulions y parvenir en 2015, mais vu le climat actuel, j'ai bien

peur que cela soit repoussé à 2017», soupire Hélène Ecuier-Blatter, membre du délibératif de la Ville (Ensemble à gauche). Quant à la Confédération, c'est la débandade: «Nous sommes tombés sur la tête en apprenant que la commission des finances du Conseil national envisage de réduire les dépenses de l'aide au développement à 0,3%. Je propose que les participants à notre voyage écrivent une lettre commune à la Confédération pour demander au contraire une hausse des attributions», conclut Sabine Tiguemounine. I

¹ Les frais du voyage des élus ont été assumés par leurs municipalités dans certains cas. D'autres conseillers ont pris à charge personnellement leurs dépenses.

EN BREF

«DIRTY GOLD WAR» ET DÉBAT AVEC LA DB

LAUSANNE Projection du documentaire réalisé l'an dernier par Daniel Schweizer sur l'industrie de l'or puis discussion avec Marc Guéniat, enquêteur pour la Déclaration de Berne: tous les ingrédients seront réunis mardi soir au Cinéma Oblò de Lausanne pour percer les secrets d'un secteur économique particulièrement opaque et dangereux. Dès 19 h 30. Entrée libre. BPZ

DANS LES COULISSES DE RIO 2016

LAUSANNE La tenue de Jeux olympiques n'est jamais sans conséquences sur le respect des droits des populations locales. A trois mois de Rio 2016, le Foraus et Amnesty International (AI) invitent pour en débattre le professeur Jean-Loup Chappellet (IDHEAP), Lise Cordey (AI), et la militante brésilienne Yasmin Thayna de Miranda Neves. La rencontre se tiendra entre 12 h 15 et 13 h 15 mardi au bâtiment Géopolis de l'université de Lausanne (salle 2235). BPZ

Climat: la Suisse face à ses responsabilités

La signature, vendredi à New York, de l'accord de la COP 21 sur le climat ne doit pas demeurer symbolique. La mise en œuvre du texte dépendra des efforts mondiaux pour se passer des énergies fossiles, rappellent les ONG. En Suisse, l'Alliance climatique regrette que Doris Leuthard se soit rendue à New York sans l'embryon du moindre plan d'action national pour le climat. Cette coalition de 67 associations travaille à un plan de bataille de la société civile pour le climat qui sera présenté le 2 juin à Berne.

«A Paris, la Suisse s'est présentée comme pionnière en matière de protection du climat et s'est fortement engagée en faveur de l'objectif du 1,5°C», relève la coalition. Or, selon Georg Klingler, de Greenpeace Suisse, de toute évidence, Berne a «l'intention de n'adapter que de façon minimale sa politique climatique». Un quasi-statu quo qui à l'échelle planétaire équivaut à un réchauffement de 3-4°C.

L'inaction suisse est d'autant plus regrettable, qu'une palette de mesures a été mise en exergue: taxe ou marché carbone, fin des subventions directes ou indirectes aux énergies fossiles, normes d'émissions dans l'industrie,

développement de transports propres, soutiens aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, lutte contre la déforestation, changement de pratiques agricoles.

Au niveau international, «en tant que coresponsable du réchauffement qui a eu lieu jusqu'à présent, la Suisse a le devoir d'allouer chaque année au moins 1 milliard de dollars pour mettre en place un approvisionnement énergétique renouvelable et pour la réduction des dégâts climatiques», écrit l'Alliance climat. Selon les ONG, Berne doit également tout entreprendre pour «réduire les émissions directes et indirectes qu'elle a causées à l'étranger car actuellement elle est co-responsable d'une bonne partie des émissions internes d'autres pays» par l'importation de biens de consommation.

Enfin, la coalition plaide pour une réorientation de la place financière suisse et des caisses de pension en particulier. «Les investisseurs et les assurés courent vers de grosses pertes si les banques, les assurances et les caisses de pension ne reconnaissent pas assez tôt les signes des temps», conclut le texte. BPZ/ATS

Vers une lutte mondiale contre l'évasion fiscale?

Le FMI, la Banque mondiale, l'ONU et l'OCDE ont annoncé mardi la création d'une plateforme commune destinée à aider les pays pauvres à combattre l'évasion fiscale des multinationales. Dévoilée en pleine onde de choc des Panama Papers, cette initiative vise à «développer les outils appropriés pour les pays développés dans la taxation» des grandes entreprises, indiquent les quatre organisations dans un communiqué commun.

Selon les Nations Unies, les pays en développement voient des milliards de dollars de recettes fiscales leur échapper chaque année, du fait des techniques utilisées par les grandes firmes pour échapper à l'impôt en localisant leurs bénéfices dans des paradis fiscaux.

Le 17 avril, la patronne du FMI Christine Lagarde avait estimé que les pays à faible revenu étaient ceux qui «souffraient le plus de l'incroyable créativité et inventivité des grandes multinationales» en matière fiscale.

En 2013, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a lancé un plan d'action pour enrayer le phénomène et forcer les grandes firmes à détailler leurs activités pays par pays. Mais ces mesures ne concernent que les Etats développés. La «Plateforme pour la collaboration sur les impôts»

(Global Tax Platform) annoncée mardi cherche à prolonger cette initiative en l'ouvrant aux pays pauvres qui le désiraient. Ses contours et son action précise restent toutefois assez flous.

Cette nouvelle initiative «doit donner aux pays les plus pauvres une voix dans les discussions», et déboucher sur des «résultats concrets», a réagi Oxfam International dans un communiqué, qui souligne le caractère «injuste» et «dépassé» des relations fiscales internationales. Pour l'ONG, un Sommet fiscal (Tax Summit) regroupant la société civile, le secteur privé et les gouvernements, devrait être mis sur pied afin d'établir un agenda global de lutte contre l'évasion fiscale.

Pour mémoire, Oxfam révélait il y a deux semaines que la Bm, l'un des initiateurs de la Global Tax Platform, investit massivement à travers sa société financière internationale dans des entreprises fraudant l'impôt à travers les paradis fiscaux.

BPZ/ATS

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.